

Républicains, socialistes et ouvriers

face à l'émancipation des travailleurs (1830-1848)

Samuel Hayat

Comme beaucoup de notions du vocabulaire politique européen, le sens du mot émancipation se trouve fixé au début du XIX^e siècle¹. Le mot lui-même existait bien avant : il est la traduction de l'*emancipatio* romaine, l'acte par lequel une personne mineure, généralement un fils soumis à la puissance de son père, échappe (c'est le préfixe *ex*) à son propriétaire, à son maître (*manceps*, celui qui prend en main). C'est cet usage du mot émancipation qui est de loin le plus courant dans la France d'Ancien Régime. Par analogie, si l'on suit le *Dictionnaire universel* de La Furetière, au XVIII^e siècle on peut parler aussi de l'émancipation des gens de mainmorte, c'est-à-dire des serfs, et par extension de l'émancipation des esclaves, même si on préfère alors le terme d'affranchissement. Le cœur de ces usages est une idée simple, qu'on retrouve dans la définition de ce *Dictionnaire* : l'émancipation, c'est la « liberté d'agir en ses affaires ». Mais cette liberté d'agir en ses affaires, au XVIII^e siècle, c'est une liberté économique-légale individuelle : « gouverner son revenu sans l'assistance d'un tuteur » [Furetière, 1704].

Ce n'est qu'au XIX^e siècle que l'on se met à parler d'émancipation non plus seulement pour des individus, mais pour des groupes sociaux – et à requalifier des événements passés, comme l'émancipation des Juifs de 1791, terme peu usité pendant la Révolution. Et, surtout, ce n'est qu'à ce moment-là que l'émancipation vient désigner non plus seulement un processus légal, un changement de statut au regard de la loi et du droit de propriété, mais, métaphoriquement, un changement de condition sociale et politique. En un mot, c'est au XIX^e siècle que l'émancipation entre dans le vocabulaire politique, et non plus seulement juridique. Et c'est par rapport à un groupe particulier que le mot d'émancipation devient un concept politique : les travailleurs industriels, redéfinis dans le même mouvement comme prolétaires, autre mot issu de la Rome antique puisqu'il s'agit d'une référence au *proletarius*, la sixième classe, à Rome, les pauvres exempts d'impôt, qui ne peuvent donner à Rome que leur *proles*, leur descendance².

Cet article vise à explorer quelques pistes pour comprendre qui, au début du XIX^e siècle, se met à parler d'émancipation pour qualifier le processus d'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Qui en parle, dans quel contexte, dans quel but, en relation avec quel système de pensée et quel projet politique ? Mon hypothèse principale est la suivante : le concept d'émancipation, initialement étranger ou mineur dans les traditions républicaine, socialiste et ouvrière, a constitué dans la première partie du XIX^e siècle un opérateur de leur rapprochement. Le concept d'émancipation a ainsi joué un rôle historique majeur, en ce qu'il a été au cœur du processus de construction, à partir de traditions différentes, d'une idéologie nouvelle, à la fois socialiste, ouvrière et républicaine, que l'on voit se cristalliser au moment de la révolution de 1848 sous l'expression de « République démocratique et sociale ». Dès lors, l'histoire du concept d'émancipation au XIX^e siècle, c'est-à-dire l'histoire de la pensée de l'émancipation des travailleurs, est indissociablement l'histoire d'un mouvement qui a tenté de réaliser cette émancipation.

RÉPUBLICANISME, SOCIALISME ET MOUVEMENT OUVRIER : TROIS PENSÉES DE L'ÉMANCIPATION ?

À bien des égards, la révolution de 1830 constitue sinon l'acte de naissance, en tout cas le moment d'arrivée sur la scène publique, de trois mouvements, trois idéologies : le républicanisme, le socialisme et le mouvement ouvrier. Si chacun est très divers, on peut néanmoins, en suivant une méthode idéal-typique, tirer de cette diversité quelques traits communs, s'agissant du concept d'émancipation.

Les républicains et l'émancipation des peuples

¹ Pour une introduction plus philosophique au concept d'émancipation, voir Ernesto Laclau [1996] et Reinhart Koselleck [2002]. En français, on peut utilement se référer à Georges Navet [2002].

² Pour une présentation et une discussion du processus de prolétarianisation en Europe, dans une optique différente mais complémentaire à celle présentée ici, voir Charles Tilly [1984].

Avant 1830, il n'y a pas vraiment de mouvement républicain organisé : ceux qui se réfèrent à la République font partie du mouvement libéral, c'est-à-dire du mouvement rassemblant les individus qui luttent contre l'ultraroyalisme et sont unis dans la référence aux principes de 1789 [Pilbeam, 1995]. Mais la révolution de 1830, qui amène Louis-Philippe au pouvoir, provoque une crise parmi les libéraux et amène certains à défendre publiquement la République, sans qu'il n'y ait alors d'accord explicite sur ce à quoi ce mot renvoie (n'oublions pas que sous la Première République, on a connu quatre constitutions, donc quatre régimes). Ils développent, dans leurs écrits, une première série de réflexions sur l'émancipation, que je vais rapidement présenter, à partir d'un corpus : les textes de la Société des Amis du Peuple, première société explicitement républicaine créée après la révolution de 1830 [Caron, 1980 ; 1994].

La première réflexion républicaine sur l'émancipation a lieu à partir d'un événement, l'insurrection polonaise de 1830-1831, dont le déclenchement est lié à la Révolution de 1830 [Beauvois, 1982 ; Darriulat, 2001, p. 38-44]. La Pologne s'est soulevée en novembre 1830, un pouvoir insurrectionnel domine pendant quelques mois, puis la Russie réprime l'insurrection et réassure sa domination en octobre 1831. La passivité du régime de Juillet face aux événements amène les républicains à se faire les défenseurs de l'intervention armée en faveur de la liberté des peuples dominés. En octobre 1831, la Société des Amis du Peuple publie un texte de l'homme de lettres Pierre-Stanislas Gaussuron-Despréaux, intitulé « La Pologne est morte, à notre tour », où il fait valoir que « seconder l'émancipation des peuples contre les efforts des tyrans est un devoir sacré pour une nation libre³ ». Ce texte donne lieu à un procès, le 22 mai 1832, et, comme c'est l'usage alors, Gaussuron-Despréaux utilise la barre comme une tribune politique. Il fait de la répression de l'insurrection polonaise le signe d'un problème plus large, l'oppression des peuples par les puissants. Mais :

« toutes les ébullitions sociales de nos jours nous l'annoncent, une réaction bienfaisante s'apprête à nous ramener avant peu vers ces principes de droiture et d'équité [...] dont les peuples furent trop longtemps écartés par une civilisation fautive. Si, comme on ne saurait le nier sans folie, notre France doit entrer la première dans cette voie de rénovation ; si, comme d'un foyer réparateur doivent diverger de son sein ces rayons d'émancipation dont les peuples ont déjà vu l'aurore, que trouvez-vous, critiques à l'œil usé, qui devez vous surprendre ? Devez-vous un seul instant vous étonner qu'à nos yeux la *république démocratique* soit la progression et le terme nécessaire de tout retour au bien, puisqu'elle seule s'appuie sur ces mêmes principes sacrés dont l'application tant désirée fait en tous lieux, aujourd'hui, palpiter les âmes⁴ ? »

Il termine son discours en évoquant « la voie d'émancipation populaire qui se prépare ». L'image générale qui se dégage de cette argumentation est celle d'un monde composé de peuples opprimés, formés de majorités tenues dans les fers par une minorité de tyrans. Cependant, il peut exister des nations libres, animées par des principes de droiture et de justice, qui ont alors pour but de faire naître des « rayons d'émancipation ». C'est ce que le républicain aux sympathies néo-babouvistes Guillaume Desjardins, dans un autre procès contre la Société des Amis du Peuple, appelle la « France émancipante et libératrice des peuples⁵ ».

Par extension, ceux qui, dans le pays, luttent pour la construction de nations libres, c'est-à-dire les républicains, sont des forces d'émancipation. Ils veulent émanciper les peuples en les débarrassant des tyrans, mais cela suppose d'abord d'émanciper le peuple en lui redonnant sa souveraineté (c'est ce que Gaussuron-Despréaux appelle l'« émancipation populaire »). Et de la même manière qu'il existe, au niveau des nations, une lutte entre des puissances tyranniques et des peuples soumis, il existe, au sein même du pays, par homologie, une lutte entre la majorité, le peuple, et une minorité, le privilège, l'aristocratie. Les républicains doivent donc s'associer, par exemple au sein de la Société des Amis du Peuple, pour travailler à l'émancipation du peuple français, prélude à l'émancipation générale des peuples face aux tyrans.

À ce stade-là, on peut le noter, la question de l'émancipation des travailleurs n'est pas posée. C'est de l'émancipation des peuples qu'il s'agit, autour d'une interprétation bien précise de la « liberté d'agir en ses affaires » : une interprétation collective et politique, c'est la nouveauté, mais qui construit le sujet de cette liberté sans référence à la structure sociale.

Les socialistes et l'émancipation par la science sociale

En parallèle, on pourrait dire à l'opposé de cette interprétation strictement politique de l'émancipation, on trouve une autre interprétation, celle proposée par les socialistes [Droz, 1972 ; Birnberg, 1995 ; Lanza, 2006]. Le socialisme n'est pas avant tout une pensée de l'émancipation, c'est une science, la science de la société, la

³ Société des Amis du peuple, n° 9, octobre 1831, p. 2. Je me réfère ici, et pour les autres éléments biographiques cités dans l'article, au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (<<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>>).

⁴ Le discours prononcé par Gaussuron-Despréaux, *Du prochain affranchissement des peuples, en ses rapports avec l'établissement de la république en France*, A. Mie, Paris, s.d., p. 7. C'est moi qui souligne.

⁵ *Procès du droit d'association, soutenu et gagné en décembre 1832, par la Société des Amis du Peuple*, Rouanet, Paris, 1833, p. 33.

science sociale. Le socialisme, pour ses inventeurs, les saint-simoniens puis les fouriéristes, est d'abord une méthode d'analyse de la société, qui emprunte les mêmes voies que d'autres écoles de science sociale au même moment [Mercklé, 2001 ; Rignol, 2003]. Dans l'article séminal de Pierre Leroux, où apparaît pour la première fois, en 1834, le mot de socialisme, l'auteur l'explique bien :

« Liberté et Société sont les deux pôles égaux de la science sociale. [...] Notre âme est la proie de deux puissances égales et en apparence contraires. Notre perplexité ne cessera que lorsque la science sociale sera parvenue à harmoniser ces deux principes, lorsque nos deux tendances seront satisfaites. Alors un immense contentement succédera à cette angoisse » [Leroux, 1833b, p. 105-110].

Si Leroux critique ce qu'il appelle le socialisme absolu, qui nie la liberté individuelle, l'idée n'en reste pas moins la même que chez Saint-Simon ou Fourier : il faut étudier la société, en comprendre les principes, et c'est la connaissance de la société et de ses règles qui, par elle-même, permettra d'arriver à un état industriel ou d'harmonie. Ainsi, le socialisme est une science, plus précisément une science de l'association, c'est-à-dire des façons qu'ont les hommes de s'associer, de faire société, pour à terme remplacer les formes dégradées, mortifères d'organisation, celles qui existent alors, par de nouvelles formes d'association, adéquates à l'âge industriel ou aux passions humaines. On est ici à l'opposé, par bien des aspects, de la pensée républicaine, puisqu'il s'agit bien d'éliminer la souveraineté, en tout cas en son sens politique : le socialisme n'est pas affaire de volonté, de souveraineté, mais affaire de savoir.

Pour autant, il y a bien une pensée de l'émancipation, dans le premier socialisme. L'émancipation, c'est l'aboutissement de la marche du progrès, depuis l'Antiquité jusqu'au XIX^e siècle, à savoir la connaissance totale et synthétique du monde, comme l'écrit Pierre Leroux dans un article sur Confucius et le christianisme publié par *La Revue universelle* en 1832 :

« Tous ces progrès pourtant se sont accomplis isolément et successivement et maintenant est venu le moment d'un progrès semblable pour la religion c'est-à-dire pour la synthèse générale de toute la connaissance humaine. Cette marche devait avoir lieu. L'émancipation devait s'accomplir partiellement avant d'être proclamée pour la totalité de la pensée humaine c'est-à-dire pour la religion » [Leroux, 1832, p. 342].

Cette émancipation collective concerne la pensée humaine, la tâche des socialistes étant alors d'éclairer le peuple, et en particulier la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, c'est-à-dire les travailleurs. C'est cela que vise la doctrine saint-simonienne, comme l'écrit Leroux dans *Le Globe* en 1831, « l'émancipation complète de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, le classement selon la capacité et les œuvres » [Leroux, 1831], c'est-à-dire la réorganisation rationnelle de la société sur les bases indiquées par la science sociale. L'émancipation est donc avant tout pour les socialistes une affaire d'éducation. Si l'on prend l'exposition de la *Doctrine de Saint-Simon*, faite lors de cours publics par ses thuriféraires et publiée ensuite sous forme imprimée, cette idée revient en permanence : l'émancipation a à la fois pour moyen et pour but l'éducation, et en particulier l'éducation morale, dont le progrès « se rattache au progrès de l'émancipation générale de l'humanité⁶ ».

Le mouvement ouvrier et l'association des travailleurs

On le voit, chez les républicains comme chez les socialistes, au début des années 1830, les travailleurs existent, mais ils ne sont pas, en tant que travailleurs, les sujets de l'émancipation. Ils existent, chez les républicains, comme membres du peuple souverain, particulièrement opprimés par les puissants, et chez les socialistes, comme membres de la société, particulièrement opprimés par la mauvaise organisation sociale. Mais, chez les uns et chez les autres, les mécanismes de l'émancipation échappent largement aux travailleurs, qui n'en sont pas les acteurs principaux. Qu'en est-il chez les ouvriers eux-mêmes ? Il peut sembler étrange de poser la question en ces termes, de poser une sorte d'équivalence entre républicanisme, socialisme et mouvement ouvrier. Mais une des spécificités de ce début des années 1830, c'est aussi qu'apparaît, pour la première fois, une parole ouvrière, irréductible au socialisme et au républicanisme [Rancière et Faure, 2007]. Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'interprétation marxiste, cette apparition d'une identité de classe n'est pas directement due à l'industrialisation de l'appareil productif⁷. C'est d'abord chez des artisans, des ouvriers de métier, que l'on voit apparaître des discours au nom de la classe ouvrière, notamment dans des journaux dirigés et écrits exclusivement par des ouvriers (*L'Artisan, journal de la classe ouvrière* ; *Le Journal des ouvriers* ; *Le Peuple, journal général des ouvriers, rédigé par eux-mêmes*).

⁶ *Doctrine de Saint-Simon*, au bureau de l'Organisateur, Paris, 1830, p. 261.

⁷ Il revient à Edward P. Thompson [1988 (1963)] de l'avoir établi magistralement, en 1963, à propos de la classe ouvrière anglaise. Pour le cas français, voir Sewell [1983 (1980)] et Moss [1985 (1976)]. Pour une approche comparative de la formation de la classe ouvrière, voir Zolberg et Katznelson [1986].

Le cœur de cette pensée ouvrière naissante est de se doter collectivement, au niveau de chaque métier, d'une capacité de contrôle sur le processus de production et, en tout premier lieu, sur le prix du travail, le tarif. Cette pensée s'ancre dans une tradition corporative, brutalement interrompue par la loi Le Chapelier et le décret d'Allarde, en 1791, mais qui nourrit, durant tout le premier XIX^e siècle, des tentatives d'organisation des travailleurs⁸. Prenons un exemple parmi d'autres de cette rhétorique, en suivant un projet d'association des ouvriers typographes, en 1833, proposé par Jules Leroux, le frère de Pierre Leroux, un typographe qui occupe une position centrale dans la Société typographique parisienne. Le prétexte de ce projet est une réunion pour parler des moyens de remédier à la baisse des salaires des typographes :

« La question est grande, Messieurs, elle est compliquée. Il ne s'agit point [...] d'une augmentation dans nos salaires tellement insignifiante, qu'elle dépende entièrement d'un caprice frivole de nos maîtres, d'un caprice prêt à céder au moindre effort de notre part. Cette augmentation, Messieurs, soulève des questions d'un haut intérêt ; elle touche à l'organisation de l'industrie, elle touche à *l'émancipation des ouvriers*, elle porte en elle l'association et la coopération plus ou moins active de chacun de nous dans les affaires publiques » [Leroux, 1833a, c'est moi qui souligne].

On voit l'idée : derrière la question du salaire, il y a en fait la question de l'émancipation, c'est-à-dire la question de la participation des ouvriers aux affaires qui les concernent. Mais il ne s'agit pas d'une simple question touchant la seule profession :

« En apparence, la question est simple : les prix de composition ont été diminués dans le plus grand nombre des imprimeries, nous voulons les faire remonter aux taux d'où ils sont partis. [...] Or, quelles sont les causes de la diminution qu'ont éprouvée nos prix ? [...] Nous n'avons point comme avant la Révolution de chambre syndicale ni de corporation. Nous sommes libres les uns des autres, aucun lien ne nous unit. [...] N'appelons pas liberté cette manière de vivre, commune aux ouvriers et aux maîtres, ne profanons pas ainsi ce mot. Ce n'est pas liberté, c'est isolement, isolement complet. [...] La classe n'existe pas, il n'y a que des individus. L'abaissement des salaires tient à cet état de choses » [*ibid.*, p. 9-11].

C'est donc l'absence d'organisation collective qui provoque la baisse des salaires. Au final, la solution proposée par Jules Leroux est l'association et la propriété collective des machines. Mais, ce qui importe ici, est de bien saisir cette volonté, très générale, de penser l'émancipation au ras du processus de travail, comme moyen de retrouver un contrôle collectif sur la détermination des conditions de travail, et d'abord sur le tarif. La « liberté d'agir en ses affaires », pour reprendre la définition initiale, est interprétée par ces ouvriers comme liberté d'agir collectivement, de s'organiser en tant que métiers, puis en tant que classe, pour le contrôle de la production.

On sait ce à quoi conduit cette ambition : en 1831, en 1832, en 1834, faute de réussir à faire respecter les accords sur le tarif qu'ils ont réussi à obtenir avec les marchands, les ouvriers lyonnais puis parisiens se soulèvent, au cours des premières insurrections ouvrières du siècle. L'échec de ces insurrections met un coup d'arrêt aux projets d'organisation. Mais c'est là que l'on trouve une troisième source, une troisième pensée de l'émancipation, au sein même du monde ouvrier : l'émancipation comme résultat de l'association des travailleurs.

L'ÉMERGENCE D'UNE PENSÉE DE L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS

Au début des années 1830, on a donc trois pensées qu'il serait abusif de qualifier de pensées de l'émancipation, mais où le mot néanmoins fait son apparition, pour indiquer un but collectif. Du côté républicain, l'émancipation est d'abord la souveraineté du peuple ; chez les socialistes, c'est l'éducation de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre à la science sociale ; dans le mouvement ouvrier naissant, c'est l'organisation des travailleurs. Ces trois courants sont initialement séparés, même s'il existe bien sûr des passerelles, mais cette séparation est de courte durée : les premières années de la monarchie de Juillet les voient en effet s'unir autour de mots d'ordre communs, au premier chef celui d'émancipation des travailleurs.

La rencontre entre républicains, ouvriers et socialistes se fait d'abord par l'expérience de la répression. Les insurrections ouvrières de 1831 et 1832 constituent des épisodes clé de cette rencontre. Jusque-là, la question sociale était minoritaire dans les associations républicaines, portées seulement par les saint-simoniens qui essayaient de pénétrer ces associations. L'insurrection des canuts lyonnais en novembre 1831 change la donne et, en décembre 1831, les Amis du Peuple publient dans une brochure, *la Voix du Peuple*, un article de Napoléon Lebon, étudiant néo-babouviste alors trésorier de la Société, intitulé « La guerre civile » :

« *L'ordre va régner à Lyon.* [...] On veut châtier de faim les malheureux ouvriers. [...] On voit dans cette insurrection d'une cité la manifestation partielle d'un mal généralement senti. Les citoyens, qui devraient être unis dans un intérêt

⁸ Pour une analyse précise de l'ancrage social de cette pensée de l'émancipation, voir Maurizio Gribaudi [2014].

commun de liberté et de bonheur, sont divisés par des intérêts contraires de classes et d'individus. La société, par l'action de ses lois, a fait tomber en bloc aux mains de quelques-uns les richesses qu'elle devait incessamment morceler, pour qu'une parcelle en arrivât à chacun. Les uns possèdent ; les autres se résignent à servir ou bien se révoltent. C'est alors une guerre civile. [...] Le profit du travail doit retourner au travailleur. Plus d'hommes qui servent d'instruments à un autre homme ! » [Lebon, 1831, p. 2-4].

On reconnaît ici le discours républicain des masses opprimées par les tyrans, mais ce discours prend un tour social : les masses, ce sont bien les travailleurs, et les tyrans, plus seulement les rois, mais les possédants. À partir de la fin de l'année 1831, sous l'influence du publiciste robespierriste Auguste Cunes, suivi notamment par Lebon et Gaussuron-Despréaux, le recrutement spécifique d'ouvriers devient un but d'une partie de la Société des Amis du Peuple, plus radicale, qui grossit jusqu'à devenir, en 1832, la Société des Droits de l'homme, clairement ouvriériste.

Parallèlement, les organisations ouvrières commencent à reformuler leurs revendications en des termes nouveaux. En août et en septembre 1830, des manifestations ouvrières demandent au gouvernement d'intervenir pour l'uniformisation des tarifs, pour la réduction de la journée de travail ou contre les machines, sans succès : le gouvernement leur reproche de vouloir limiter la liberté du travail, de vouloir revenir au corporatisme. Les nouveaux journaux ouvriers et les organisations ouvrières commencent alors à emprunter au vocabulaire politique révolutionnaire sa rhétorique pour reformuler leurs revendications [sur ce point, voir Sewell, 1981]. Considérons par exemple l'article « Du progrès social », publié le 9 juin 1833 dans le journal lyonnais *L'Écho de la Fabrique* :

« Les *prolétaires capables*, les hommes instruits et éclairés, qui n'ont d'autre propriété que leur mérite, les ouvriers intelligents et habiles, qui, dans une foule de circonstances déjà ont montré qu'ils sont aptes à participer à la discussion de leurs propres intérêts, tous ces hommes, *émancipés moralement et intellectuellement*, ont droit aussi à l'*émancipation politique*, que l'aristocratie bourgeoise leur refuse avec tant d'obstination. Chose remarquable, quand on parle de l'adjonction de ces hommes aux listes électorales, on dit l'adjonction des *capacités*, et la loi continue cependant à les déclarer *incapables*. Eh bien ! le progrès social, qui, comme nous l'avons déjà dit, n'est jamais qu'une émancipation des classes inférieures, consiste aujourd'hui dans cette double émancipation. D'un côté, il s'agit de dépouiller de leur ignorance et de leur grossièreté des hommes que leur position actuelle exile pour ainsi dire de la société et de la civilisation. D'un autre côté, il faut relever de leur ilotisme politique tous ces hommes capables, pleins de force, de sève et de vie, et qui finiront par renverser violemment l'organisation actuelle qui les exclut de tout droit politique, si cette organisation ne les adopte et ne les reçoit dans son sein⁹. »

On voit là l'apparition d'un vocabulaire nouveau, qui mêle des éléments socialistes (l'insistance sur l'éducation) et républicains (la dénonciation de l'« ilotisme politique des prolétaires »), au service de l'émancipation des travailleurs. Les ouvriers sont définis comme les véritables « capacités », un mot-clé de la monarchie de Juillet, injustement exclus de la politique par le suffrage censitaire. Ils font valoir qu'ils sont émancipés intellectuellement, qu'ils savent penser, et qu'ils doivent donc être émancipés politiquement, mais qu'ils en sont empêchés par une « aristocratie bourgeoise ». Dans le vocabulaire politique hérité de la Révolution, « aristocratie bourgeoise » est une antiphrase, utilisée pour mettre en avant le fait que les bourgeois sont les nouveaux nobles, et les prolétaires, le nouveau tiers-État. L'idée de l'exploitation des ouvriers par les oisifs rejoint alors la rhétorique révolutionnaire de l'opposition entre la nation et le privilège, et l'opposition faite par les républicains entre peuples et tyrans. Tout un nouveau réseau d'homologies sémantiques apparaît suite à cette rencontre entre vocabulaire issu de la Révolution française et idées ouvrières, définissant les ouvriers de tous les métiers comme des prolétaires, subissant ensemble une exploitation, exclus de la politique par une fausse conception de la capacité, et devant travailler à leur propre émancipation.

L'Écho de la Fabrique n'est pas le seul à tenir ce langage. Il est peu à peu emprunté par les organisations ouvrières, par les sociétés républicaines, par les parlementaires de l'opposition radicale, ainsi que par certains courants socialistes. Dès lors, la rencontre entre républicains et ouvriers est l'occasion d'une construction mutuelle, les bornes du courant républicain et celles du mouvement ouvrier se modifiant à mesure que les ouvriers prennent à leur charge l'héritage républicain et que les républicains se fixent comme but l'amélioration de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. D'une certaine manière, la passerelle qui permet concrètement ces échanges, c'est le socialisme, l'intérêt pour la réforme sociale, qui n'est en soi ni républicain ni ouvrier, mais dont certains représentants sont respectés dans les deux mondes. Surtout, la fusion se fait autour de la notion d'association qui acquiert, sous la monarchie de Juillet, le statut de « formule messianique » [Loubère, 1959, p. 422].

En effet, l'association est au cœur des trois mouvements que l'on a distingués. Les républicains ont de l'association une idée née dans la pratique des sociétés secrètes de la Restauration et dans la mémoire des sociétés populaires de la Révolution, et ils multiplient la formation d'associations politiques au début des années

⁹ « Du progrès social », *L'Écho de la Fabrique*, 9 juin 1833. Sur ce journal, voir Ludovic Frobert [2009 ; 2010].

1830. Du côté des socialistes, l'association est à la fois le problème (toute la question sociale est de définir les bonnes formes d'association) et la solution : pour prouver la validité de leurs théories, il faut les expérimenter, au travers d'associations vivant selon les principes de la science sociale, et pour éduquer le peuple il faut fonder des associations de propagande. Enfin, pour le mouvement ouvrier, l'association est au cœur de la stratégie de revendication : pour reprendre Jules Leroux, si les salaires baissent, c'est d'abord parce que les ouvriers ne sont pas associés. Au cours des années 1830, l'idée se répand que l'organisation ouvrière ne doit plus être cantonnée au métier, mais bien embrasser l'ensemble des travailleurs, comme le propose l'ouvrier cordonnier Efrahem dans un pamphlet de 1833, ou bien Agricola Perdiguier, défenseur de l'union des compagnonnages, ou encore Flora Tristan avec son projet d'Union ouvrière [Efrahem, 1833 ; Perdiguier, 1840 ; Tristan, 1843].

Or, au milieu des années 1830, associations républicaines, associations socialistes et associations ouvrières subissent ensemble la répression. La répression des insurrections ouvrières de 1831, 1832 et 1834 est suivie d'un durcissement de la législation sur la presse et sur les associations. Ces idées continuent donc à se développer, mais de façon plus souterraine, et dans des milieux qui agrègent largement ouvriers, socialistes et républicains¹⁰. À partir de ce croisement se développe une conception commune de la République, comme promesse d'émancipation indissociablement politique et sociale, où le suffrage universel se mêle à l'idée d'une sortie du système de concurrence par le biais de l'association [Riot-Sarcey, 2016].

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE ET SES FUTURS

Sous la monarchie de Juillet, on voit donc un rassemblement, une conjugaison de trois courants de pensée distincts, pour former une nouvelle pensée de l'émancipation des travailleurs. Celle-ci s'affirme au grand jour au moment de la révolution de 1848¹¹. Lorsque la République est proclamée, le 24 février 1848, l'espoir est grand, chez les ouvriers, les républicains de la veille, les socialistes, de voir ce régime réaliser l'émancipation promise. Mais, au cours du printemps 1848, des épreuves successives amènent les républicains à se scinder en deux groupes. D'un côté, on trouve les partisans de la République modérée, qui rompent avec la conception émancipatrice de la République pour mettre en avant une interprétation exclusivement procédurale : la République, c'est le suffrage dit universel, et ce n'est que ça. D'un autre côté, s'organisent les partisans de la République démocratique et sociale, héritiers des mouvements émancipateurs. Les premiers vainquent les seconds dans les urnes puis dans la rue. Cependant, le rejet de la République démocratique et sociale ne signifie pas sa disparition, mais plutôt son déplacement. D'une part, l'idée et le langage de la République démocratique et sociale sont repris, dès l'automne, par des républicains se disant démocrates-socialistes, « démoc-socs », autour notamment de Ledru-Rollin. En parallèle, l'idée de République démocratique et sociale vient nourrir un autre mouvement, extraparlémentaire, principalement parmi les ouvriers, centré sur la réalisation de l'association [Gosse, 1968]. Enfin, un troisième mouvement s'inscrit dans le sillage de la République démocratique et sociale, mais en se focalisant davantage sur les modalités de la prise de pouvoir que sur une véritable pensée de l'émancipation : l'insurrectionnalisme blanquiste.

Ces trois mouvements constituent des recombinaisons des éléments que la République démocratique et sociale avait agrégés à partir des traditions républicaine, socialiste et ouvrière. Ce sont ces mouvements que l'on retrouve, en 1871, dans la Commune de Paris, qui mêle jacobins, blanquistes et internationalistes proudhoniens [Rougerie, 2004]. Émancipation des travailleurs et République démocratique et sociale vont de pair dans l'idéologie des clubs créés dans les mois qui précèdent la Commune, puis dans la Commune elle-même. Une fois de plus, l'échec de la Commune, en mai 1871, sonne le glas de la République démocratique et sociale et de ses promesses d'émancipation des travailleurs.

On le voit, l'émancipation s'est avérée au XIX^e siècle être un puissant agrégateur de luttes. La « liberté d'agir en ses affaires », dès lors qu'on l'applique à un collectif, peut renvoyer tant à la souveraineté qu'à l'organisation, peut supposer de mettre l'accent sur la connaissance des affaires en question ou bien sur l'indétermination de la liberté d'agir, peut supposer un cadre collectif lâche laissant l'individu libre ou, au contraire, une très grande intégration collective laissant peu de place aux individus. Ce que nous avons en tête en parlant d'émancipation est certes plus précis. On pense à une sortie, à la fois collective et individuelle, de l'exploitation, celle-ci étant due à la fois à des structures sociales et aux conduites intéressées des classes dominantes, qui limitent notre capacité d'agir. Cet article avait simplement pour but d'historiciser ce discours, d'en proposer quelques éléments de généalogie, qui constituent autant de pistes pour continuer à penser et à repenser l'émancipation aujourd'hui.

¹⁰ Voir par exemple, outre l'ouvrage intéressant du mouchard Lucien de La Hodde [1850], les livres suivants : Gabriel Perreux [1931] ; Alain Maillard [1999] ; Jean-Noël Tardy [2015].

¹¹ Je me permets de renvoyer ici à Samuel Hayat [2014 ; 2015].

Références bibliographiques

- BEAUVOIS Daniel (dir.), 1982, *Pologne, l'insurrection de 1830-1831 : sa réception en Europe : actes du colloque organisé les 14 et 15 mai 1981 par le Centre d'étude de la culture polonaise de l'Université de Lille III*, université de Lille III, Lille.
- BIRNBERG Jacques (dir.), 1995, *Les Socialismes français, 1796-1866 : formes du discours socialiste [actes du colloque, mai 1986]*, SEDES, Paris.
- CARON Jean-Claude, 1994, « Élités républicaines autour de 1830 : la Société des Amis du Peuple », in VOVELLE M., MONNIER R., *Révolution et République : l'exception française, actes du colloque de Paris I, 21-26 septembre 1992*, Kimé, Paris, p. 498-510.
- 1980, « La Société des Amis du Peuple », *Romantisme*, vol. 10, n° 28, p. 169-179.
- DARRIULAT Philippe, 2001, *Les Patriotes : la gauche républicaine et la nation, 1830-1870*, Seuil, Paris.
- DROZ Jacques (dir.), 1972, *Histoire générale du socialisme. I : Des origines à 1875*, PUF, Paris.
- EFRACHEM Zael, 1833, *De l'association des ouvriers de tous les corps d'État*, s.e., Paris.
- FROBERT Ludovic (dir.), 2010, « L'Écho de la fabrique » : naissance de la presse ouvrière à Lyon, 1831-1834, ENS éditions, Institut d'histoire du livre, Lyon.
- 2009, *Les Canuts ou la Démocratie turbulente : Lyon, 1831-1834*, Tallandier, Paris.
- FURETIÈRE Antoine, 1704, *Dictionnaire universel françois & latin*, t. I, Estienne Ganeau, Trevoux.
- GOSSEZ Rémi, 1968, *Les Ouvriers de Paris. I : L'Organisation, 1848-1851*, Société d'histoire de la Révolution de 1848, Paris.
- GRIBAUDI Maurizio, 2014, *Paris ville ouvrière : une histoire occultée (1789-1848)*, La Découverte, Paris.
- HAYAT Samuel, 2015, « The revolution of 1848 in the history of French republicanism », *History of Political Thought*, 36 (2), p. 331-353.
- 2014, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Seuil, Paris.
- KOSELLECK Reinhart, 2002, « The Limits of Emancipation. A Conceptual-Historical Sketch », in *The practice of conceptual history. Timing history, spacing concepts*, Stanford University Press, Stanford, p. 248-264.
- LACLAU Ernesto, 1996, *Émancipation(s)*, Verso, New York.
- LA HODDE Lucien de, 1850, *Histoire des sociétés secrètes et du parti républicain de 1830 à 1848*, Julien, Lanier, Paris.
- LANZA Andrea, 2006, *La Recomposition de l'unité sociale. Étude des tensions démocratiques chez les socialistes fraternitaires (1839-1847)*, EHESS, Paris.
- LEBON Napoléon, 1831, « La guerre civile », in *La Voix du Peuple. Brochure publiée par la Société des Amis du Peuple*, décembre.
- LEROUX Jules, 1833a, *Aux ouvriers typographes. De la nécessité de fonder une association ayant pour but de rendre les ouvriers propriétaires des instrumens de travail*, Imp. Hernan, Paris.
- LEROUX Pierre, 1833b, « Philosophie sociale », *Revue encyclopédique*, octobre-décembre [publié en fait au milieu de l'année 1834], p. 94-117.
- 1832, « Des rapports de la doctrine de Confucius avec la doctrine chrétienne », *Revue encyclopédique*, avril-juin, p. 324-343.
- 1831, « Plus de libéralisme impuissant », *Le Globe. Journal de la doctrine de Saint-Simon*, 18 janvier.
- LOUBÈRE Leo A., 1959, « The intellectual origins of French jacobin socialism », *International Review of Social History*, 4 (3), p. 415-431.
- MAILLARD Alain, 1999, *La Communauté des égaux : le communisme néo-babouviste dans la France des années 1840*, Kimé, Paris.
- MERCKLÉ Pierre, 2001, *Le Socialisme, l'utopie ou la science ? La « science sociale » de Charles Fourier et les expérimentations sociales de l'École sociétaire au XIX^e siècle*, thèse de doctorat, Université Lumière (Lyon).
- MOSS Bernard H., 1985 [1976], *Aux origines du mouvement ouvrier français : le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914*, Les Belles lettres, Paris.
- NAVET Georges (dir.), 2002, *L'Émancipation*, L'Harmattan, Paris.
- PERDIGUIER Agricol, 1840, *Le Livre du compagnonnage : contenant des chansons de compagnons, un dialogue sur l'architecture, un raisonnement sur le trait, une notice sur le compagnonnage, la rencontre de deux frères, et un grand nombre de notes...*, s.e., Paris.
- PERREUX Gabriel, 1931, *Au temps des sociétés secrètes. La propagande républicaine au début de la monarchie de Juillet (1830-1835)*, Hachette, Paris.
- PILBEAM Pamela M., 1995, *Republicanism in Nineteenth-Century France, 1814-1871*, MacMillan, Basingstoke London.

RANCIÈRE Jacques, FAURE Alain (dir.), 2007 (1976), *La Parole ouvrière : 1830-1851*, La Fabrique, Paris.

RIGNOL Loïc, 2003, *Les Hiéroglyphes de la Nature : Science de l'homme et Science sociale dans la pensée socialiste en France, 1830-1851*, thèse de doctorat, université de Paris VIII.

RIOT-SARCEY Michèle, *Le Procès de la liberté : une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*, La Découverte, Paris.

ROUGERIE Jacques, 2004 (1971), *Paris libre, 1871*, Seuil, Paris.

SEWELL William Hamilton, 1983 (1980), *Gens de métier et révolutions : le langage du travail, de l'Ancien Régime à 1848*, Aubier-Montaigne, Paris.

— 1981, « La confraternité des prolétaires : conscience de classe sous la monarchie de Juillet », *Annales ESC*, 36 (4), p. 650-671.

TARDY Jean-Noël, 2015, *L'Âge des ombres : complots, conspirations et sociétés secrètes au XIX^e siècle*, les Belles Lettres, Paris.

THOMPSON Edward Palmer, 1988 (1963), *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Gallimard/Seuil, Paris.

TILLY Charles, 1984, « Demographic Origins of the European Proletariat », in LEVINE D., *Proletarianization and Family History*, Academic Press, Orlando, p. 1-85.

TRISTAN Flora, 1843, *Union ouvrière*, Prévot, Paris.

ZOLBERG Aristide R., KATZNELSON Ira (dir.), 1986, *Working-Class Formation : Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton University Press, Princeton.